

Zeitschrift: Zivilschutz = Protection civile = Protezione civile
Herausgeber: Schweizerischer Zivilschutzverband
Band: 36 (1989)
Heft: 5

Artikel: Armi chimiche : un problema più che mai d'attualità!
Autor: C.N.
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-367719>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 22.08.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Ainsi, l'Union Soviétique possède selon ses propres indications plus de 50 000 tonnes d'agents chimiques de combat, tels que les nervins et les vésicants, et prétend disposer là de quantités égales à celles que possèdent les USA. Les experts militaires estiment cependant que ces déclarations ne correspondent grosso modo qu'à la moitié de la vérité.

Les armes chimiques peuvent être fabriquées en engageant des moyens relativement limités, il est difficile d'en vérifier la production et c'est pourquoi les pays du tiers-monde sont de plus en plus nombreux à en posséder.

Au cours de la guerre du Golfe a eu lieu – au mépris de l'interdiction découlant de la Convention de Genève – l'utilisation la plus massive d'armes chimiques depuis la première guerre mondiale. Seul résultat: après un bref moment de stupeur, l'opinion mondiale est passée à l'ordre du jour.

On peut toutefois considérer comme un premier pas positif le fait que les responsables politiques aient tout de même décidé de mettre sur pied à Genève une conférence du désarmement. Il est néanmoins exclu que l'on parvienne dans les prochaines années à un accord ou à la ratification d'un traité par le nombre requis de 60 nations. Les faits suivants sont malheureusement là pour étayer ce pessimisme:

- L'ensemble des munitions C des USA ainsi que celles de l'URSS sont à ce point désuètes qu'il n'est plus possible de les utiliser avec les armements modernes. Mais comme nul ne l'ignore, les grandes puissances ne sont prêtes à faire des concessions que si elles peuvent négocier en position de force. C'est ce qui a poussé le gouvernement des USA à accélérer encore la mise au point et la production d'armes chimiques de pointe. Son budget comprend notamment 1,2 millions de grenades, dont 100 000 sont déjà produites, ainsi qu'un nombre inconnu de bombes et de têtes offensives. Aucune indication du côté de l'Union Soviétique.

- Plusieurs petits états, notamment du tiers-monde, se défient des grandes puissances et ne sont de ce fait pas

disposés à renoncer à l'*«arme du pauvre»*.

- Les participants à la conférence sont d'accord pour faire état des quantités, des lieux de stockage et des infrastructures de production et pour contrôler mutuellement sur place une destruction de ces armes dans un délai de 10 ans. En revanche, ils refusent catégoriquement de contrôler que l'industrie chimique renonce à fabriquer des agents chimiques de combat. La raison principale de ce refus pourrait être la crainte de l'espiionage industrielle.
- Les USA ont l'intention de détruire d'ici au 30 avril 1997 leurs 30 000 à 40 000 tonnes d'armes chimiques surrannées en investissant environ 2 à 3 milliards de dollars. Pour réduire au minimum les risques que présente le transport de munitions chargées, on a prévu l'élimination définitive par combustion à des températures allant de 1270 à 1500 degrés Celsius en 8 lieux des USA. Toutefois, les gens qui habitent dans les localités concernées s'opposent déjà à ce projet, ce qui laisse présager un report de plusieurs années.

Conclusion: il faut savoir que les armes chimiques continueront d'exister dans les 10–20 années à venir!

Ne pas négliger l'instruction relative aux armes chimiques

Dans une série d'exercices suivant l'exposé, les participants eurent l'occasion de procéder à leur propre appréciation en s'appuyant sur deux scénarios. Sous la houlette des instructeurs AC du Centre d'instruction, des discussions approfondies ont eu lieu au sein des groupes de travail, où un grand nombre de questions restées ouvertes ont également trouvé réponse. De la présentation de plusieurs solutions faite en conclusion de cette journée, on tirera principalement les enseignements suivants:

- il faut accorder une plus grande attention à l'instruction relative à la protection AC et ce, à tous les niveaux;
- les états-majors s'attacheront particulièrement à s'entraîner à l'appréciation des retombées des situations C sur les directions et les formations concernées;
- les nouvelles mesures de protection C s'avèrent constituer des moyens de conduite valables;
- il convient d'accélérer l'acquisition de la radio locale, car c'est un moyen d'information et de conduite particulièrement probant en cas d'agression chimique. □



L'orateur, le colonel EMG M. Hostettler, commandant du Centre d'instruction AC Spiez.

Giornata informativa a Spiez per capi tattici della protezione civile

Armi chimiche: un problema più che mai d'attualità!

C.N. L'idea di organizzare una giornata informativa e di istruzione per capi locali, capi settore e loro sostituti, impennata sulla tematica della protezione chimica, nacque nel 1986 in seno alla presidenza dell'Associazione svizzera della PCi delle città, quando si diffusero le prime voci di un presunto impiego di armi chimiche nell'Afghanistan. Tale idea si rafforzò successivamente nel 1987, in concomitanza con le notizie diramate dai mezzi d'informazione sul ricorso alle armi batteriologiche nella guerra del Golfo, che costrinsero per la prima volta l'opinione pubblica ad assistere alle orrende immagini di straziati corpi privi di vita e di feriti.

Martedì, 21 marzo 1989, il Centro d'istruzione AC di Spiez non ha dunque accolto specialisti AC, bensì circa 120 capi tattici di città di tutto il paese, tra i quali molti giunti nella speranza di poter ascoltare un bilancio positivo sul disarmo mondiale rispettivamente sulla distruzione di tutti gli armamenti chimici, speranza che voci competenti hanno purtroppo amaramente deluso.

Obiettivo del seminario

Come hanno sottolineato nel loro saluto di benvenuto Hansueli Locher, capo locale di Winterthur, e il suo collega romando Claude Bersier, capo locale di Friborgo, i promotori si prefiggevano essenzialmente di fornire ai partecipanti un quadro realistico della minaccia C oggi e in futuro. Relatore competente su questa problematica è stato il col. M. Hostettler, comandante del Centro d'istruzione AC di Spiez.

Ne riassumiamo brevemente di seguito l'interessante esposizione.

La minaccia C oggi e in futuro

Occorre basarsi sulla realtà che le armi chimiche sono tuttora presenti in grandi quantitativi presso entrambe le grandi potenze.

Secondo sue dichiarazioni, l'Unione Sovietica dispone di 50 000 tonnellate di aggressivi chimici bellici, sotto forma di gas nervini e tossici cutanei, un quantitativo che – sempre secondo Mosca – equivale a quello detenuto dagli Stati Uniti, quantunque esperti

militari ritengano che le dichiarazioni di entrambe le parti non rappresentino che mezza verità.

La produzione di aggressivi chimici è relativamente poco costosa e difficilmente comprovabile, un motivo questo che induce sempre più paesi del terzo mondo a detenere armi batteriologiche. Violando la Convenzione di Ginevra, nella guerra del Golfo si è fatto il maggior ricorso ad armi C dal primo conflitto mondiale, con il risultato che l'opinione pubblica, dopo brevi attimi iniziali di sbigottimento, è tranquillamente ritornata ad occuparsi delle proprie faccende quotidiane.

Il fatto peraltro che le forze politiche si siano ciò nonostante riunite a Ginevra nell'ambito di una conferenza sul disarmo, può essere considerato un primo passo positivo, sebbene ancora per i prossimi anni non ci si possa attendere un accordo e tanto meno la ratifica di un trattato da parte del numero richiesto di 60 paesi. A ciò si oppongono i seguenti fatti:

- L'intero arsenale di munizioni C degli Stati Uniti, come pure quello dell'Unione Sovietica, è talmente obsoleto da non poter più essere utilizzato con i moderni mezzi d'armamento. Risaputamente, tuttavia, le grandi potenze sono disposte a fare concessioni unicamente se possono trattare da una posizione di forza. È appunto ciò che ha indotto il governo ameri-

cano persino ad accelerare lo sviluppo e la produzione di sofisticate armi C, con un preventivo che comprende tra l'altro 1,2 milione di granate, di cui 100 000 già fabbricate, oltre ad un numero impreciso di bombe per le forze aeree e di testate. Non si hanno per contro dati riguardanti l'Unione Sovietica.

- Numerosi piccoli paesi, soprattutto del terzo mondo, non confidano nelle grandi potenze e non sono pertanto disposti a rinunciare alle «armi della povertà».
- I partecipanti alla conferenza ginevrina sono unanimi nel voler dichiarare le scorte, i centri di deposito e quelli di produzione, controllandone reciprocamente sul posto la distruzione entro dieci anni. Essi respingono per contro decisamente il controllo di un divieto di produzione di aggressivi chimici bellici presso l'industria chimica, verosimilmente per timore soprattutto dello spionaggio industriale.
- Gli Stati Uniti intendono distruggere entro il 30 aprile 1997 le loro 30-40 000 tonnellate di «residuati C», con una spesa approssimativa di 2-3 miliardi di dollari. Allo scopo di limitare al minimo il rischio connesso con il trasporto degli obsoleti munizionamenti, se ne prevede la definitiva eliminazione mediante combustione a 1270-1500°C in otto diverse

località statunitensi. A questo progetto si oppongono peraltro già gli abitanti dei centri prescelti, per cui è lecito prevedere un ritardo di anni.

Morale: nei prossimi 10-20 anni occorrerà tener conto dell'esistenza di armi chimiche!

Non trascurare l'istruzione per la protezione civile

Nel corso di una successiva esercitazione, i partecipanti hanno quindi avuto modo di esprimere il loro giudizio sulla situazione, avvalendosi di due scenari ipotetici. Sotto la guida degli istruttori AC del centro, i gruppi di lavoro hanno dato vita ad approfondite discussioni, chiarendo numerosi interrogativi. Dalla presentazione di diverse soluzioni che ne è seguita, possono essere tratti essenzialmente i seguenti insegnamenti:

- L'istruzione nell'ambito della protezione AC deve essere oggetto di maggior attenzione a tutti i livelli.
- Soprattutto gli stati maggiori devono esercitare nella valutazione delle conseguenze di situazioni C i corrispondenti organi direttivi e le formazioni.
- I livelli di protezione C recentemente introdotti si rivelano validi mezzi di conduzione.
- Occorre accelerare il ricorso alla radio locale come mezzo d'informazione e di conduzione.

ARTLUX

Il vostro partner per:

Materassi per protezione civile

- cuscini - coperte di lana
- sacchi a pelo - Rivestimenti per materassi (su misura)

giacigli/sistema di gabinetto a secco

Materassi su misura per:

Militare/alloggi personale/ case di vacanza

ARTLUX

Grenzsteinweg 620
5745 Safenwil
Telefono 062 97 15 68



Faltbehälter/Bassins souples



Wasserversorgung
Ravitaillement en eau



Stapelkanister für Schutz-
räume/Estagnon empilable
pour des abris publics



Einsatz im Katastrophenge-
biet/Intervention dans la ré-
gion de sinistre

TEXCO
SWISS

Im Moos 8, 9438 Lüchingen/
Altstätten, Tel. 071 75 34 84,
Telex 882 639,
Fax 071 75 66 30

Der Spezialist für

Notstromanlagen

Unsere Leistungen:

- Projektierung, Beratung
- Fabrikation, Montage
- Service- und Reparaturarbeiten
- Sanierung bestehender Anlagen

- Notstromanlagen
- Blockheizkraftwerke
- Gasturbinenanlagen
- Apparatebau, Rohrleitungsbau
- Isolierungen

DIMAG
DIESELMOTOREN AG

4435 Niederdorf
Bachmatten 5
Telefon 061 97 83 20
1000 Lausanne 26
Vers-chez-les Blanc
Tel. 021 784 16 42